



La fin de la démocratie pluraliste occidentale

Les services de renseignement des Five Eyes construisent clairement des diagrammes de Venn de l'opposition démocratique au sionisme et au projet néolibéral.

Par [Craig Murray](#)

Mondialisation.ca, 04 septembre 2024

[Consortium News](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Aucun grand dirigeant occidental ne pourra plus jamais parler de droits de l'homme ou de valeurs éthiques sans s'attirer les foudres des extrémistes. Ils se retournent contre leur propre peuple pour empêcher toute contestation d'un génocide qu'ils soutiennent activement.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a intensifié la pression sur les opposants au génocide sioniste jeudi dernier avec l'arrestation de la journaliste Sarah Wilkinson et l'inculpation de l'activiste Richard Barnard, toutes deux en vertu de l'article 12 draconien de la loi sur le terrorisme, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans de prison.

Les médias grand public britanniques ont bien sûr ignoré ces propos, mais ils sont tous indignés par la condamnation de deux journalistes de Hong Kong pour sédition, une peine passible d'une peine maximale de... deux ans.

Mais ils nous disent que c'est la Chine et non le Royaume-Uni qui est la dictature autoritaire.

(Pour être clair, je considère également les condamnations de Hong Kong comme une ingérence injustifiée dans la liberté d'expression. Je souligne simplement l'incroyable hypocrisie de l'establishment britannique et les lois bien pires en vigueur ici.)

Richard Barnard a été inculpé et sera jugé, apparemment en lien avec ses discours publics soutenant le droit des Palestiniens à la résistance armée.

BREAKING: After a targeted campaign by the Zionist lobby, Palestine Action's co-founder Richard Barnard is facing three charges for two speeches.

He is accused of supporting a proscribed organisation under the Terrorism Act and encouraging 'criminal activity'. pic.twitter.com/cWq0qwk15v

— Palestine Action (@Pal_action) [August 29, 2024](#)

Sarah Wilkinson a été libérée sous caution après environ 14 heures. Comme l'arrestation et la libération sous caution récentes de Richard Medhurst, cette arrestation et cette libération sous caution sont un stratagème pour freiner ses reportages et son activisme.

[[REGARDER: Medhurst parle à CN de son arrestation](#)]

Le harcèlement des journalistes dissidents dans les ports, qui fait appel aux pouvoirs étendus de la loi antiterroriste pour les interroger et confisquer leur matériel de communication, est devenu une pratique courante. J'ai moi-même été arrêté, interrogé et confisqué pour « terrorisme » en octobre dernier.

Mais l'affaire Sarah Wilkinson est une escalade, dans la mesure où il s'agit d'un raid contre une journaliste dont le domicile a été envahi par 16 policiers à 7.30hXNUMX du matin, alors qu'elle était arrêtée et emmenée au commissariat alors que son domicile était entièrement fouillé, vraisemblablement à la recherche d'hommes armés sous le lit.

Bailed to never use a computer or phone again while [@swilkinsonbc](#) waits months for a trial that probably won't come [@georgegalloway](#) [@MoatsTV](#)
[pic.twitter.com/pnF1OwiFVt](#)

— Sarah Wilkinson (@swilkinsonbc) [September 1, 2024](#)

D'autres détails de cette opération ont été dévoilés, mais ils sont à peine croyables. Des policiers armés et cagoulés de la police antiterroriste ont été utilisés contre une journaliste pacifique. Elle a été malmenée et blessée physiquement. Les cendres de l'urne funéraire de sa mère ont été profanées lors d'une « perquisition ». Et les conditions de libération sous caution de Sarah incluent qu'elle ne puisse pas utiliser d'ordinateur ou de téléphone portable.

UK journalist Sarah Wilkinson under house arrest on terrorism charges.
□Police in balaclavas refused to identify themselves, ransacked her house and even descretated her mother's ashes.
□She was refused medication and not given food while interrogated for hours at Shrewsbury... [pic.twitter.com/A9TI4jy0uM](#)

— The Crispin Flintoff Show (@CrispinShow) [September 2, 2024](#)

C'est un gouvernement fasciste qui envoie 16 policiers arrêter un journaliste pacifique chez lui à 7.30hXNUMX du matin.

Comme l'arrêt de l'avion de Richard Medhurst sur le tarmac par des véhicules de police et son arrachage de l'avion (qui venait d'atterrir et était de toute façon en route vers la porte d'embarquement), il s'agit d'un théâtre autoritaire d'intimidation, d'une empreinte nazie de la violence de l'État.

Richard Barnard est le cofondateur de la brillante Palestine Action, qui a tant fait pour perturber l'industrie d'armement israélienne au Royaume-Uni alors qu'elle continue d'envoyer des équipements vitaux pour procéder à la destruction massive de civils à Gaza.

Richard a été inculpé en vertu de l'article 12 de la loi sur le terrorisme pour deux discours qu'il a prononcés en faveur de la résistance palestinienne.

Je l'ai bien sûr déjà dit, mais cela mérite d'être répété :

La Palestine a le droit légitime de se défendre contre l'occupation illégale. Israël, puissance occupante, n'a aucun droit de légitime défense. C'est là une position claire du droit international.

[Voir: [Craig Murray : Medhurst et le droit à la résistance armée](#)]

Pourtant, au Royaume-Uni, il est légal d'apporter un soutien total au génocide israélien et de souhaiter que tous les Palestiniens soient exterminés.

Les membres de l'armée israélienne qui participent au génocide se déplacent tranquillement entre Israël et le Royaume-Uni sans aucune conséquence juridique.

Il est cependant illégal de soutenir certaines organisations palestiniennes engagées dans des actes légaux de résistance armée.

Les actions de l'État contre les militants se sont intensifiées – comme je l'avais prévu – depuis l'arrivée au pouvoir de Starmer.

[Voir: [Le Premier ministre britannique terrorise les partisans de la Palestine](#)]

Il y a dix jours, cinq jeunes militants de Glasgow ont été condamnés à des peines allant de 10 à 12 mois de prison pour leur action directe contre l'usine d'armement Thales de Govan, qui fabrique des pièces pour les drones israéliens Watchkeeper, largement utilisés contre les civils à Gaza.

BREAKING: Five actionists were sentenced to prison today after they occupied and cost Thales' weapons factory in Glasgow over £1million.

For disrupting Scotland's complicity in colonialism and genocide, three were given 12 months and two were given 14 and 16 month sentences....
pic.twitter.com/5Uef9v6sxa

— Palestine Action (@Pal_action) [August 20, 2024](#)

Les peines prononcées par le juge McCormick étaient brutales, bien plus lourdes que celles qui seraient normalement prononcées pour les chefs d'accusation spécifiés, à savoir : violation de l'ordre public, vandalisme, conduite désordonnée et comportement abusif.

En temps normal, ces peines ne sont passibles de sursis pour une première infraction. McCormick a également ignoré les directives du gouvernement écossais qui recommandent de ne pas prononcer de peines de prison de 24 mois ou moins, mais de rechercher des alternatives.

Plus révélateur encore, McCormick a complètement ignoré l'éléphant dans la pièce : le génocide à Gaza, que Thales fournit.

(Le fait que l'action ait eu lieu avant le génocide devrait être considéré à juste titre comme un acte louable de prescience.)

L'establishment sioniste Starmerite était [prompt à chanter](#) sur les emprisonnements – notamment Luke Akehurst et John Woodcock (qui est aujourd'hui appelé de manière ridicule

Lord Walney et qui est le conseiller du gouvernement sur la violence politique) qui ont déclaré : « Les militants qui envisagent d'enfreindre la loi pour obtenir ce qu'ils veulent doivent savoir qu'il y aura des conséquences. »

Cela fait suite à des condamnations tout aussi sévères prononcées contre des militants du changement climatique, y compris ceux qui ont simplement participé [dans les appels Zoom](#) discuter de l'action directe.

La réaction autoritaire de la classe dirigeante sioniste menacée est un phénomène mondial. La redoutable journaliste australienne Mary Kostakidis a été [accusé de façon ridicule](#) sous tLa loi sur la discrimination raciale du pays a été abrogée pour avoir retweeté des tweets pro-palestiniens.

Le professeur Danny Shaw, activiste américain, a été livré par le FBI à son retour aux États-Unis après un voyage au cours duquel il avait notamment pris la parole à mes côtés lors d'un panel au Festival international du film de Palestine.

BREAKING: Professor Danny Shaw Becomes Latest Victim of the Assault on Free Speech

Professor Danny Shaw, former heavyweight boxer and educator, was detained and interrogated by the FBI and DHS at Chicago's O'Hare Airport on August 28, 2024, following his attendance at the Free... pic.twitter.com/eFEm0yrdPg

— DD Geopolitics (@DD_Geopolitics) [August 30, 2024](#)

Aux États-Unis également, mon ami Scott Ritter a fait l'objet d'une descente du FBI et tous ses appareils électroniques et autres matériels ont été confisqués.

[Voir: [SCOTT RITTER : Un adieu à la vérité](#)]

J'ai parlé à Danny Shaw et à Richard Medhurst. Dans toutes ces arrestations et détentions, y compris la mienne, l'accent a été mis sur la confiscation des appareils électroniques et sur des interrogatoires très axés sur les contacts, les rencontres et les sources de financement.

Les services de renseignement des Five Eyes sont en train de construire des diagrammes de Venn de l'opposition démocratique au sionisme et au projet néolibéral. Il est à noter que nombre des personnes récemment ciblées au sujet de la Palestine – dont Mary Kostakidis, Richard Medhurst, Scott Ritter et moi-même – ont activement participé à la campagne pour la libération de Julian Assange.

J'ai toujours soutenu que le bilan de Keir Starmer montre qu'il représentera un danger encore plus grand pour les libertés civiles que les conservateurs. Il convient de noter que toutes les récentes lois draconiennes des conservateurs – la loi sur l'ordre public, la loi sur la sécurité nationale et même la loi sur le Rwanda – n'ont pas rencontré d'opposition ou ont été soutenues par Starmer en tant que prétendu « chef de l'opposition ».

Starmer et Cooper poursuivent la politique conservatrice consistant à contester une décision de la Haute Cour [remporté par le groupe de défense des droits de l'homme Liberty](#), que Suella Braverman a agi illégalement en déposant une législation secondaire abaissant le seuil d'interdiction d'une manifestation pour des raisons de désagrément pour le public.

La prochaine loi sur la sécurité en ligne sera véritablement effrayante, car elle rendra notamment illégale la publication de ce que le gouvernement considère comme de la désinformation.

Starmer a toujours été sous le contrôle du MI5. Le fait que, alors qu'un gouvernement conservateur était au pouvoir, le Crown Prosecution Service ait détruit tous les documents clés révélant l'implication de Starmer dans les affaires Assange, Savile et Janner (la dernière étant bien plus importante qu'on ne le pense généralement) montre à quel point Starmer est un actif protégé du Deep State.

Si nous voulons survivre à cette descente vers le fascisme en tant que société, nous devons être prêts à exprimer notre dissidence dès maintenant, et chacun d'entre nous doit être prêt à aller en prison si nécessaire.

Un dernier mot à Craig Mokhiber, l'avocat international principal de l'ONU qui a démissionné en signe de protestation contre la pusillanimité de l'ONU face au génocide :

A dark evil has descended over the West. As the genocide in Palestine continues, the US, UK, Germany & other Western governments, instead of cracking down on those committing, aiding and inciting the genocide, are cracking down on those opposing the genocide. Human rights...

— Craig Mokhiber (@CraigMokhiber) [August 31, 2024](#)

Craig Murray

Article original en anglais : [Craig Murray: The End of Western Pluralist Democracy](#), Consortium News, le 3 septembre 2024.

Version française : [Consortium News](#)

Image en vedette : Le Premier ministre britannique Sir Keir Starmer lors de sa nomination officielle par le roi en mai. (Simon Dawson/ 10 Downing Street, Flickr, CC BY-NC-ND 2.0)

*

Craig Murray est auteur, animateur et militant des droits de la personne. Il a été ambassadeur britannique en Ouzbékistan d'août 2002 à octobre 2004 et recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)
Copyright © [Craig Murray](#), [Consortium News](#), 2024

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca